

Unité Départementale des Vosges

Epinal, le 03/06/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/05/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES VIEILLES VIGNES

ZI LE NEUILLY
88170 Châtenois

Références : S-26-559RP
Code AIOT : 0006208620

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2026 dans l'établissement CARRIERES VIEILLES VIGNES implanté chemin d'exploitation n°9 dit "Noyer Collenot" 88170 Rouvres-la-Chétive. L'inspection a été annoncée le 13/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle a pour cadre une action collective régionale sur le thème du remblayage - des carrières - par des déchets inertes.

Le référentiel réglementaire utilisé pour ce contrôle est constitué de :

- l'arrêté du 12/12/14 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- l'arrêté du 22/09/94 relatif aux exploitations de carrières ;
- l'arrêté préfectoral n°42/2022/ENV du 17 juin 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES VIEILLES VIGNES
- chemin d'exploitation n°9 dit "Noyer Collenot" 88170 Rouvres-la-Chétive
- Code AIOT : 0006208620
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Rouvres la Chétive est autorisée par l'arrêté préfectoral n°42/2022/ENV du 17 juin 2022.

En février 2026, cette carrière fait l'objet d'une cessation partielle d'activité sur 4,4 ha après remblaiement, afin d'y implanter une centrale photovoltaïque.

Il reste 5 ha à exploiter sur cette carrière.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 4
- Déchets
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Extraction des matériaux	Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contenu de la procédure d'acceptation préalable des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
2	Contrôle visuel	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Sans objet
3	Justification de la non-dangereux	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2-I	Sans objet
4	Justification du caractère inerte	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
5	Registre et plan de remblayage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III	Sans objet
6	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les matériaux inertes utilisés pour le remblayage de la partie de la carrière destinée à l'implantation de la centrale photovoltaïque respectent l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 [...].

La cote minimale en zone d'extraction a probablement été dépassée à l'endroit où étaient extraits les matériaux, le jour de la visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contenu de la procédure d'acceptation préalable des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Autre, Acceptation des déchets extérieurs
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur

<p>l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :- [...]</p> <p>- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; [...]</p> <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas mis en place de procédure d'acceptation préalable, car celle-ci n'est pas nécessaire, vu que les déchets inertes qui sont utilisés pour le remblayage entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014 précité. L'exploitant précise que les déchets ne proviennent que d'une entreprise de maçonnerie et de BTP (située à Crainvilliers, et dont le dirigeant est associé à l'exploitation de la carrière des "Vieilles vignes").</p> <p>Ces déchets sont de 6 types (avec leur code déchets) : béton (17 01 01), briques (17 01 02) , tuiles et céramiques (17 01 03), mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques sans substances dangereuses (17 01 07), terres et cailloux sans substances dangereuses (17 05 04), terres et pierres (20 02 02).</p> <p>Ces déchets inertes sont triés à la source par la société précitée (à Crainvilliers).</p> <p>Les déchets qui arrivent sur la carrière, sont pesés, via le chargeur. (Il n'y a pas de pont-bascule sur la carrière).</p> <p>Depuis juin 2024, il y a un registre papier sur lequel sont notés les déchets arrivant sur la carrière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Contrôle visuel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7</p>
<p>Thème(s) : Autre, Acceptation des déchets extérieurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un contrôle visuel et olfactif des déchets inertes arrivant sur le site est effectué par l'exploitant ou son employé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Justification de la non-dangérosité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Caractérisation des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker :</p> <p>- des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de</p>

la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ; [...]
Constats : Les déchets dangereux type enrobés, goudron, matières isolantes et amiante ne sont pas admis sur la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Justification du caractère inerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Caractérisation des déchets
Prescription contrôlée : Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; - que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II
Constats : L'exploitant a mandaté un bureau d'études pour la cessation partielle d'activité de sa carrière. Dans ce cadre, le bureau d'études a fait réaliser 7 sondages avec 3 prélèvements sur chacun d'eux. Ils ont été réalisés à la pelleuse dans les remblais à 7 endroits différents de la carrière désaffectée. Les 3 prélèvements ont été effectués à des profondeurs d'environ 1,5 m puis 3 m, puis le dernier à une profondeur comprise entre 4 et 5 m. Les résultats d'analyse montrent une non-dangérosité des matériaux mis en remblai vis-à-vis de l'environnement : - Absence de pollution par les composants organiques : Hydrocarbures totaux, Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques, composants aromatiques volatils. La teneur en Carbone Organique Total est élevée dans 10 échantillons sur 21, vraisemblablement liée à la présence de terre végétale mélangée aux stériles d'extraction et donc parfois supérieure ou égale à la valeur limite fixée par l'AM du 12 décembre 2014 précité. La teneur du COT en matière sèche respecte cependant la valeur limite (500 mg/kg), donc est conforme à l'AM du 12/12/2014. - La présence d'anomalies modérées en métaux lourds (As, Cd, Cu, Pb, Hg et Zn) en matrice sol, probablement lié au fond géochimique local. Les analyses réalisées sur éluat mettent cependant en évidence des concentrations conformes aux seuils réglementaires. Il peut ainsi être considéré qu'il n'y a pas de risque d'une migration significative des métaux vers le milieu souterrain (sols et eaux). - La présence d'une très faible anomalie en Fluorure observée en un seul échantillon (prélevé à une profondeur voisine de 1,5 m), et dont la teneur décroît en profondeur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Registre et plan de remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III

Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis la transmission de la carrière en juin 2024 au nouvel exploitant, ce dernier tient à jour le registre chronologique concernant les admissions des matériaux inertes sur le site.</p> <p>L'exploitant dispose d'un schéma de principe plan de remblayage (avec des numéros de cases, symbolisant les "trous" à remblayer).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.</p> <p>L'arrêté d'autorisation fixe la nature, les modalités de tri et les conditions d'utilisation des déchets extérieurs admis sur le site. Il prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines et la fréquence des mesures à réaliser.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'y a pas de surveillance de la qualité des eaux souterraines.</p> <p>Il n'y a aucun puits ou captage AEP aux alentours du site.</p> <p>Le fait d'avoir un substratum de nature imperméable en fond de fouille, la typologie des déchets potentiellement inertes et de nature généralement argileuse, le risque d'infiltration des éventuels polluants en profondeur et même d'éventuels ruissellements latéraux est très faible à nul (selon le rapport INFO-DIAG, transmis le 15 mai 2026, par le bureau d'études chargé du diagnostic et des analyses des matériaux mis en remblai).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Extraction des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 3.5
Thème(s) : Autre, extraction des matériaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La cote minimale d'extraction est de + 458 m NGF sur l'ensemble du périmètre d'extraction. [...]</p>

Constats :

La visite de la carrière en limite de la zone dédiée à la centrale photovoltaïque, montre qu'au-delà de cette limite (donc en zone d'extraction), la cote d'extraction est probablement dépassée en profondeur. En l'absence de plan actualisé qui n'avait pas été demandé en amont de cette visite de contrôle, l'inspection ne peut pas être affirmatif sur cette non-conformité. Mais cette dernière est probable.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Un plan actualisé est demandé à l'exploitant, dans un délai de 2 mois, pour vérifier les cotes d'extraction réelles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois